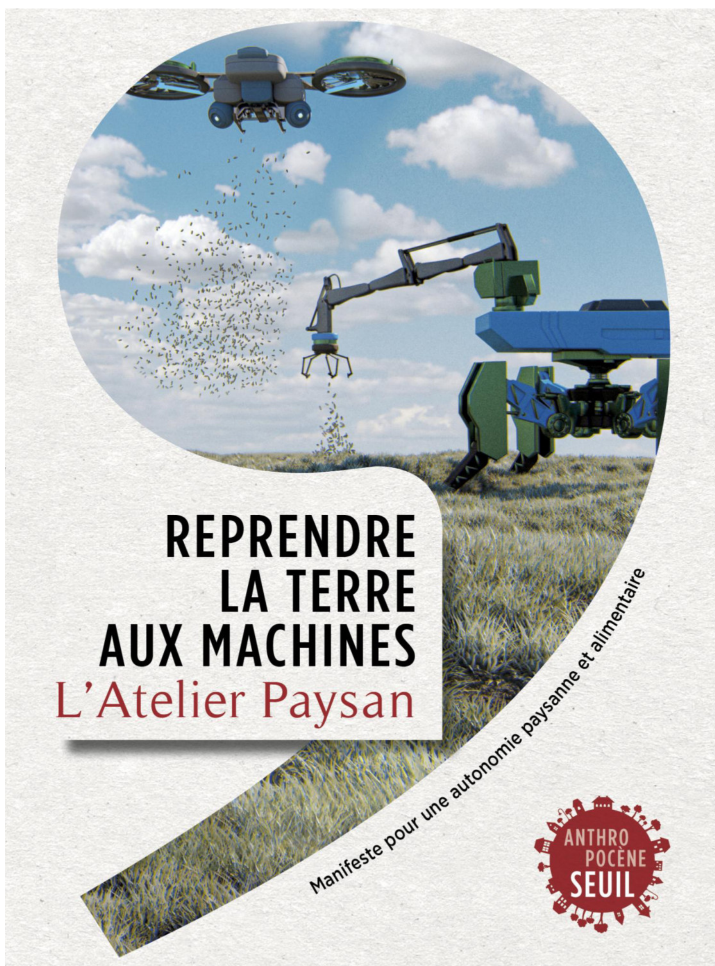
L’Atelier Paysan

Recueil d’interviews et de présentations

2021



L’Atelier Paysan

Reprendre la terre aux machines

Manifeste pour
une autonomie paysanne et alimentaire

Mai 2021

Le temps joue pour nous : les AMAP, la Bio et les circuits courts apparaissent de plus en plus dans les médias comme dans nos assiettes – l’opinion publique est acquise. Si chaque consommateur change ses habitudes alimentaires, si chaque agriculteur se forme à l’agroécologie, alors la victoire est au bout de la fourchette.

Ceci est une fable.

L’appel à la responsabilité individuelle, ce « chacun doit faire sa part », ne mettra jamais fin au modèle alimentaire industriel et marchand. Celui-ci est une machine à produire artificiellement au moindre coût, une machine à confisquer les savoirs et savoir-faire, à enrichir les industries technologiques, à déshumaniser.

Il est temps d’échapper à notre enfermement dans les niches d’un marché alimentaire réservé aux classes aisées et de reprendre entièrement la terre aux machines. Ce manifeste propose de sérieuses pistes de rupture.

L’Atelier Paysan accompagne la conception et le colportage des technologies paysannes. Les auteurs, paysans, syndicalistes et militants, sociétaires de la coopérative, font le constat que les alternatives paysannes, aussi incroyablement riches soient-elles, s’avèrent totalement inoffensives face au complexe agro-industriel, plus prédateur que jamais.

Editions du Seuil,
collection Anthropocène,
288 pages, 20.00 €

https://www.seuil.com/ouvrage/reprendre-la-terre-aux-machines-l-atelier-paysan/9782021478174

La clef à molette des champs

Le Postillon, Printemps 2021

Loin de se limiter aux seules métropoles, le déferlement high-tech *s'abat aussi sur les campagnes et les activités agricoles, transformant peu à peu les anciens paysans en simples opérateurs de machines. Pour contrer ce mouvement de fond, une coopérative d'autoconstruction de machines agricoles s'est monté il y a une dizaine d'années en Isère. L'Atelier paysan – c'est son nom – aujourd'hui installé à Renage, à trente kilomètres de Grenoble, connaît un petit succès et une croissance importante ces dernières années. Discussion avec deux de ses membres autour de la philosophie, des questionnements et des limites de cette structure*

L'Atelier paysan est né presque en même temps que *le* *Postillon* : *Il y a un peu plus de 10 ans. À l'époque Fabrice Clerc, qui travaille pour Adabio, une association pour le développement de l'agriculture biologique, rencontre Joseph Templier, paysan installé en Isère, à Saint-Blaise-du-Buis. Comment ça s'est passé ?*

Fabrice Clerc : À l'époque Joseph avait une ferme en maraîchage bio sur laquelle il faisait de la culture en « *planches permanentes* », une méthode qu'il avait découverte lors d'un voyage en Allemagne, grâce à trois machines qu'il a conçues et autoconstruites : le vibroplanche, le cultibutte et la butteuse à planche.

Il était parti du constat que les machines agricoles conventionnelles entraînent un appauvrissement de la terre. Au delà de ça, on partageait également l'idée que ces machines engendrent une perte d'autonomie de la paysannerie : en amont tu ne choisis pas l'outil avec lequel tu travailles et en aval elles induisent une production standardisée que tu ne pourras pas écouler en vente directe et qui t'impose donc de te conformer aux impératifs de la filière. C'est une double contrainte terrible dans laquelle tu te retrouves coincé.

Les machines autoconstruites de Joseph offraient une vraie solution, mais étaient difficilement accessibles. En 2009, on se fait donc une double promesse : mettre en plan les machines qui ont été conçues par des agriculteurs pour pouvoir les colporter et apprendre à des paysans et paysannes les techniques de l'autoconstruction. On avait cette volonté que le savoir et les savoir-faire ne soient pas une question de pouvoir, mais une question de partage. L'idée c'était également de situer politiquement ces pratiques et ces machines : qu'est ce que c'est l' « *autonomie* » ? Ça veut dire quoi « *technologies paysannes* » ? Dans quel type d'agronomie elles s'insèrent ? Et dans le fond, à quel type d'alimentation elles contribuent ?

Le Postillon : *Qu'est ce que vous avez mis en place pour réaliser ces objectifs ?*

Fabrice Clerc : On s'est d'abord rassemblés à quelques- uns dans une branche de l'Adabio, pour produire 15 tutoriels de machines qu'on a mis en accès libre sur notre site internet. Dans ces tutoriels on trouve des plans techniques vulgarisés, pensés pour que les machines puissent être reproduites sans qu'il y ait besoin d'être ingénieur ou artisan soi-même. On trouve également une description des usages de la machine, de comment elle se combine avec d'autres machines dans un projet agronomique. Dès le début, on est parti du principe qu'il y a déjà du savoir dans les fermes et que l'enjeu c'est d'aller le chercher et de le retisser. On est pas un bureau d'étude, c'est même l'inverse. Ce n'est pas l'Atelier paysan qui identifie des problèmes et mobilise des ingénieurs et des chercheurs pour trouver la solution et la donner aux paysans. Non, c'est directement les paysans et paysannes qui se mettent ensemble pour répondre à leur besoin.

En parallèle, on fait des formations. Notre premier stage à l'autoconstruction s'est déroulé en février 2011, autour de l'utilisation des trois principaux outils dont on a besoin pour construire nos machines : une meuleuse, une perceuse à colonne et un poste à souder à l'arc. L'idée c'est que les technologies paysannes soient simples de conception, afin qu'elles soient faciles à comprendre et appréhender, mais pour une utilisation extrêmement fine et précise. Tout l'inverse de la machine industrielle qui est une boîte noire technologique, incompréhensible sans le technicien qui va avec, qui ne prend pas

en compte le fait que chaque ferme est différente et qui dépossède les paysans et paysannes de leurs savoir-faire.

On s'est beaucoup basé sur la mobilité, à la fois pour aller recenser les innovations paysannes, mais aussi pour aller faire nos formations directement dans des fermes. Chemin faisant, on est passé de 6 formations à 75 formations par an et notre gamme s'est considérablement étoffée : on a très rapidement été interpellé par des groupes de paysans et paysannes sur de la viticulture, de la meunerie, de l'énergie animale, du bâti agricole, etc.

Le Postillon : *Il y a eu une forte croissance ces dernières années : aujourd'hui vingt-huit personnes sont salariées et on compte environ cent trente sociétaires. Une grande partie des employés sont des ingénieurs. Pourtant vous mettez l'accent sur le fait que vous n'êtes pas un bureau d'étude. Quelle place ont les ingénieurs à l'Atelier paysan ?*

Fabrice Clerc : Ils font de l'étude de matériaux, produisent des plans et des dessins techniques. Mais la plupart des ingénieurs que l'on emploie sont des ingénieurs-formateurs, qui ont surtout pour rôle de faciliter l'autoconstruction. On a mis un ensemble de garde-fous au sein de la structure pour que le rôle des ingénieurs reste bien celui-là et qu'ils ne prennent pas le pouvoir sur la chaîne de production du savoir. Par exemple, le développement d'une nouvelle machine doit découler de l'expression d'un besoin paysan et ne se fait jamais sans un groupe paysan prêt à s'impliquer, de la création du cahier des charges jusqu'à la production du tutoriel. Ça c'est fondamental, parce que si on n'est pas vigilant, on peut aller dans une dérive totale.

Le Postillon : *On a l'impression que le véritable défi, au-delà de bien délimiter le rôle des ingénieurs, c'est de réussir à donner une place centrale aux paysans et paysannes. Contrairement à la plupart des structures paysannes, qui sont sur un modèle associatif avec un Conseil d'administration paysan, vous avez rapidement choisi de vous organiser en SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif). Fabrice et Joseph étaient les premiers gérants. Aujourd'hui Joseph est parti à la retraite et la gérance ne comporte plus de membre issu du monde paysan. Comment vous réussissez à garder les paysans et paysannes au cœur de vos activités ?*

Fabrice Clerc : Une des questions qui a guidé la transformation en SCIC c'est : où employer à bon escient l'énergie paysanne ? Ces personnes-là ont un métier qui est déjà hyper prenant, dans un contexte socio-économique qui leur est hostile, donc l'investissement de leur temps est précieux. On voulait les décharger du rôle d'employeur : c'est la gérance qui s'occupe de l'équipe salariale et qui prend les décisions opérationnelles au jour le jour. On met beaucoup de soin à s'assurer que ce qui concerne le projet politique de la structure soit abordé en présence de toutes les composantes de la coopérative et que le projet politique soit élaboré et incarné par des paysans et paysannes, concrètement, et pas juste une fois par an à l'Assemblée générale. Ils et elles fournissent un travail considérable à plein de niveaux dans la structure et on s'assure que ça soit là où il y a du sens pour elles et eux d'agir. Un exemple parmi d'autres : l'observatoire des technologies paysannes, qui se réunit une fois par semaine et qui publiera son premier rapport le 6 mai prochain.

«Les sociétaires doivent rester décisionnaires des orientations techniques et politiques»

Anne, sociétaire, est éleveuse installée avec un associé depuis 3 ans au Moutaret, à côté d'Allevard.

« J'ai plusieurs liens avec la coopérative. Entre autres, je participe à un programme de recherche, initié par l'Atelier paysan, dont l'objet est de comprendre les mécanismes qui orientent les choix des agriculteurs en matière d'équipements agricoles. Une quinzaine de sociologues et une quinzaine de paysans se sont répartis en binômes et travaillent ensemble pour réaliser des entretiens au sein du monde paysan. De mon point de vue de paysanne sociétaire, l'Atelier paysan est actif sur un très large éventail de sujets. Ce dynamisme me semble largement lié au fait que la structure soit dotée d'une gérance. C'est un atout mais aussi un défi démocratique car les sociétaires doivent rester décisionnaires des orientations techniques et politiques. Nous recevons beaucoup d'informations par mail et lors des Assemblées générales mais je n'ai pas l'énergie de me tenir à jour sur tout ! Le passage de la coopérative en SA (Société anonyme) et la mise en place d'un conseil de surveillance va dans le bon sens. J'espère que des paysans arriveront à se dégager du temps pour pouvoir s'impliquer de près dans ce conseil. »

Le Postillon : *Pourquoi mettez-vous autant d'énergie pour impulser une réflexion critique sur les technologies dans le monde paysan ?*

Fabrice Clerc : Dans le monde agricole, l'utilisation des technologies n'est pas pensée de manière collective, contrairement par exemple au foncier, aux semences, à la distribution, qui sont perçus comme des enjeux politiques, liés à l'ensemble du modèle agricole. La technologie est encore souvent perçue comme neutre et relevant d'un choix individuel. Et pourtant l'enjeu est colossal : on assiste peut-être à la dernière phase de disparition des paysans et paysannes, qui seront concrètement remplacés dans les champs par des robots et des drones. En ce moment, il y a huit fermes expérimentales en France qui tournent sans humain sur place. Et les subventions sont énormes : 10 milliards d'euros investis en France de 2015 à 2025 sur la robotique, la biotechnologie et le numérique agricoles. Il existe des formations pour apprendre à utiliser un drone sur son exploitation qui sont subventionnées à hauteur de 72€ de l'heure stagiaire, c'est trois fois plus que ce que nous on reçoit.

Ce déferlement technologique est à replacer dans le paradigme de l'agriculture de compétition inscrite dans un marché mondial. C'est tout un modèle qui nous mène vers la disparition de la paysannerie. Aujourd'hui il y a environ 400 000 paysans et paysannes en France, ça fait 1 % de la population active. Dans la dynamique actuelle, avec les vagues de départ à la retraite, il n'y en aura plus que 250 000 dans dix ans si rien ne se passe. Avec aussi peu de monde qui s'occupe de nourrir l'ensemble de la population, c'est sûr qu'on ne pourra pas se passer de la robotique ni des pesticides.

Le Postillon : *L'Atelier paysan est devenu une structure qui, en plus de permettre à des ingénieurs d'avoir un métier qui a du sens, permet à des paysans et paysannes de gagner en autonomie. Mais devant un tel constat, est-ce que ça sera suffisant pour enrayer la machine qui détruit la paysannerie ?*

Fabrice Clerc : Certes notre coopérative a un développement exponentiel, mais ça ne fait absolument pas reculer les gros constructeurs industriels. C'est chiant à admettre, mais c'est essentiel d'être lucide. C'est un des gros problèmes dans le milieu des alternatives, on se vit comme étant déjà dans le monde d'après.

Alors qu'en fait on est totalement dans le monde d'aujourd'hui, on est seulement dans un petit espace de liberté, dans une niche. Mais du coup on oublie de penser la manière dont on fait transformation sociale.

Si on se contente d'une stratégie « *commerciale* », de faire en sorte que les personnes achètent nos produits ou adoptent nos solutions, ça ne sera jamais suffisant. C'est ce qui est dépolitisant dans le discours *low-tech* dominant tel qu'on le perçoit, cette idée que quand tout le monde réparera son grille-pain, l'industrie s'effondrera. C'est dangereux politiquement parce qu'on renvoie une cause structurelle à une responsabilité individuelle.

À l'Atelier paysan, nous refusons d'être une simple alternative qui ne remet pas en question les logiques du modèle agricole dominant. Nous ne serons pas satisfait si dans vingt ans notre seul impact aura été l'accroissement de notre part de marché. Nous ne voulons pas arrêter d'accompagner des paysans et paysannes, mais notre alternative n'est pas notre projet politique ! C'est pourquoi nous avons acté à notre assemblée générale de mai 2019 que notre objectif c'était de faire transformation sociale. Une transformation intégrale du modèle agricole et alimentaire en France, c'est pour cela que la coopérative œuvre.

«Les formations sont aussi un espace de rencontre.»

Antony, maraîcher et sociétaire de la coopérative, a lancé la ferme du Trian, à Tullins, il y a dix ans.

« À l'Atelier paysan, il y a la machine qu'on construit et avec laquelle on repart à la fin de la formation et puis il y a le savoir-faire qu'on acquiert. Mon outil je peux le modifier pour l'adapter à mon utilisation. Je peux réparer les outils que j'ai construits avec l'Atelier paysan mais aussi d'autres outils que j'ai sur ma ferme. C'est un vrai apport. Les formations sont aussi un espace de rencontre. Le fait de pouvoir échanger avec d'autres personnes qui font le même métier que toi c'est très enrichissant, surtout au moment où tu t'installes. »

Le Postillon : *Quel genre de transformation ?*

Fabrice Clerc : Nous voulons enclencher l'installation de millions de paysans et paysannes afin de faire advenir d'ici quelques décennies une société paysanne : que la production de nourriture devienne un fait social majeur, que 5 à 10 % de la population ait pour activité de produire de la nourriture.

Et si on veut que cette société paysanne advienne ; que les paysans et paysannes aient des conditions de vie et de travail dignes ; si on veut se débarrasser de la chimie, faire un travail des sols respectueux, alors il va falloir se confronter à la question du prix de la nourriture. On ne peut pas faire tout ça et continuer à vendre des produits au même prix que l'industriel. Il faut sortir de ce que produit le capitalisme en agriculture, c'est-à-dire un effondrement volontaire du prix de l'alimentation. Mais ce serait d'une grande violence de se contenter de dire : « *on veut monter le prix de nos produits* » alors qu'une partie de la population a déjà beaucoup de mal à se nourrir.

Nous voulons donc participer à l'émergence d'un mouvement social sur l'alimentation afin de revendiquer collectivement cette hausse des prix alimentaires. Pour aller dans ce sens, nous avons rejoint le collectif national qui réfléchit au concept de Sécurité sociale de l'alimentation. Le but c'est que les prix soient ceux du coût de la production alimentaire, mais aussi que tout le monde puisse se nourrir correctement. Si on ne parvient pas à en faire un combat politique, on est condamnés à bien nourrir les bourgeois et à avoir besoin de l'industrie pour nourrir les pauvres.

« La croissance de ces dernières années doit amener à se questionner.»

Joan, sociétaire, est métallier. Il y a quatre ans, il a monté un atelier de métallerie agricole directement sur la ferme « Le temps des légumes », à Saint- Hilaire-du-Rosier.

« Partager le même lieu d'activité avec les paysans, ça facilite beaucoup notre travail ensemble. Selon moi, il faut recréer des écosystèmes d'artisans ruraux ; qu'on retrouve des métalliers, forgerons, etc. aux côtés des paysans dans les villages. On tisse des liens avec les fermes du coin et à terme l'objectif est de pouvoir transmettre les savoirs, de proposer des formations.

Je suis sociétaire depuis deux ans, mais je suis l'Atelier paysan depuis ses premiers pas. La croissance de ces dernières années doit amener à se questionner. Le modèle de fonctionnement de l'équipe salariée n'a pas vraiment évolué mais l'équipe est bien plus grosse, ça pose question, notamment dans la manière dont sont gérés les tensions et les conflits. Même la croissance du nombre de sociétaires peut s'avérer problématique, sur des enjeux démocratiques par exemple. J'espère que les initiatives comme la notre trouveront leur place sur le territoire, en bonne coopération avec l'Atelier paysan. »

Le Postillon : *Qu'est-ce que vous mettez en place concrètement pour initier la réalisation de ce projet politique ?*

Fabrice Clerc : Notre stratégie c'est l'essaimage par la formation. Plutôt que de renforcer la centralité de la coopérative, on va faire émerger dans les années à venir une formation de colportage en technologie paysanne pour que de plus en plus de gens portent cette approche des technologies paysannes dans tous les territoires. Nous avons également créé un poste « *mobilisation citoyenne et formation politique* », ainsi qu'un poste d'animation scientifique dans le but de mettre à disposition du monde paysan des moyens pour produire un discours critique sur le rôle et les conséquences des technologies agricoles telles qu'elles ont été imposées en France depuis cinquante ans. Pour partager nos réflexions, nous publierons le 6 mai aux éditions du Seuil un essai politique : *Reprendre la terre aux machines,* dans lequel on refait de la technologie un élément central et structurant de la logique de modernisation agricole et on replace la question des technologies paysannes dans un enjeu plus vaste, celui de la socialisation de l'alimentation.

Interview publiée dans
Le Postillon, journal de Grenoble et sa cuvette n°60,
printemps 2021.

L'Atelier Paysan ou les *low-tech* au service de la souveraineté technologique des paysans

La Pensée écologique n°5, octobre 2020.

Parmi les nombreuses initiatives qui fleurissent aujourd'hui autour des low-tech*, la coopérative l'Atelier Paysan, constitue une expérience particulièrement riche et intéressante. Alors que le grand machinisme agricole s'étend en accentuant la concentration des terres et les destructions de l'environnement, les projets et réalisations de l'Atelier Paysan mêlent des logiques d'entre-aide, une réflexion poussée sur les techniques et le travail, et un ambitieux projet politique.*

Fabrice Clerc, cofondateur et cogérant de l'Atelier Paysan répond à l'invitation de François Jarrige, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne. Il présente la coopérative, ses projets et sa vision des low-tech*.*

François Jarrige : *Pouvez-vous vous revenir sur les origines de l'Atelier Paysan et les raisons qui vous ont poussé à créer cette coopérative d'auto-construction d'outils agricoles ?*

Fabrice Clerc : Lorsque j'arrive à Grenoble en 2007, j'étais un ingénieur en agriculture, et je travaillais dans l'accompagnement à l'installation de paysans pour l'association d'agriculteurs l'ADABio, créée en 1984 afin de prendre en main le développement de l'agriculture biologique, et des techniques associées, en Savoie, Haute-Savoie, Isère et dans l'Ain. Je travaillais en particulier comme conseiller en maraîchage dans ces quatre départements. C'est la rencontre avec Joseph Templier, maraîcher dans une ferme en Isère, qui fut l'un des éléments déclencheurs. Joseph Templier conduisait avec ses associés une ferme modèle en maraîchage bio diversifié, près de Grenoble, avec un système de production très efficace et efficient. Il est issu d'une famille paysanne, d'abord

éleveur en Loire Atlantique, avant de se tourner vers le maraîchage. Il était par ailleurs un formidable bricoleur paysan, à l'origine de nombreux outils auto-construits adaptés à ses besoins, conceptions et réalisation nourries d'explorations collectives auxquelles il participait.

Il y a une quinzaine d'années, la question des outils et techniques agricoles suscitait déjà de nombreux débats dans les milieux de l'agriculture biologique, alors que la dépendance de l'agriculture conventionnelle à l'égard de lourds équipements coûteux s'intensifiait, et que se profilaient les promesses d'une agriculture High-Tech promue par les industriels et les États. Pour l'ADAbio, la réflexion sur les techniques était centrale pour promouvoir une agroécologie de terrain, nourrie des échanges et élaborations entre pairs. Dans le cadre de nos activités, nous accompagnions des gens vers la conversion ou l'amélioration permanente des techniques de production en bio, tout en suivant des expérimentations à la ferme sur diverses méthodes culturales, à l'image de filets anti-insectes développés en lien avec l'industrie textile iséroise, pour lutter contre la mouche de la carotte sans utilisation d'insecticide.

A la fin des années 1990 et au début des années 2000, un groupe de maraîchers de la région constataient de manière partagée qu'avec les machines à leur disposition, et les techniques qu'ils avaient mis en place, ils épuisaient les sols. L'équipement et les façons culturales inadaptés mettaient en péril la durabilité de leur système de production. L'utilisation quasi systématique du labour et des outils rotatifs, violents pour la structure des sols, conduisaient à une inexorable fatigue des sols. Or, une bonne structure de sol est le résultat d'une alchimie complexe, d'un équilibre à constamment entretenir, entre matière minérale, matière organique et activité biologique. La question du sol et de sa dégradation a été centrale dans l'émergence d'une réflexion sur les choix technologiques. Au-delà de la préparation du sol, c'est tout un cortège de machines qui participent à l'itinéraire technique pour biner, désherber, butter, fertiliser ou encore récolter. Le développement de la monoculture fut largement permis par le machinisme et ses impératifs, et c'est son adoption qui a poussé à la spécialisation croissante des maraîchers, alors que les producteurs bio diversifiés cherchent au contraire à avoir une diversité de culture. Ces maraîchers étaient donc en impasse technique, agronomique, et ont cherché à imaginer collectivement un nouveau

modèle agronomique, et à poser les bases d'un système alternatif. À l'occasion d'un de leurs voyages d'études, ils ont pu découvrir un système de grandes cultures sur planches permanentes, avec des outils qui relèvent des pratiques culturales simplifiées, outils à disques et à dents principalement, non animés.

Membre actif au sein de ce groupe, Joseph Templier a commencé à concevoir des outils adaptés aux besoins spécifiques des maraîchers dans la perspective de tester une adaptation des planches permanentes rencontrées en Allemagne, mais cette fois-ci aux cultures maraîchères. Sont donc notamment nés en 2000-2001 les trois outils emblématiques que sont la « Butteuse », le « Cultibutte » et le « Vibroplanche ». Dès la première année de tests sur une partie de la ferme, les résultats sont spectaculaires. Si bien qu'en deux ans, ce sont l'ensemble des surfaces du GAEC Les Jardins du Temple, qui passent en planches permanentes, les cultures de plein champ la première année, puis les cultures sous abris l'année suivante, le temps d'adapter l'approche aux conditions structurelles imposées par les serres. Douze années de suivi de cette expérimentation à la ferme ont participé non seulement à prouver l'efficacité de ce système de culture, et donc des machines associées, mais également à mieux comprendre les tenants biologiques et systémiques de cette réussite. Les résultats furent très positifs : fertilité et vie du sol accrues, économie sensible grâce à ces outils simplifiés qui permettent, malgré davantage d'interventions fines, moins de puissance et donc moins de consommation, et moins de temps de tracteur cumulé que des outils rotatifs qui demandaient plus de puissance, et des vitesses d'avancement plus lentes. Il n'y a pas de dogme néanmoins, et les outils rotatifs continuent d'être utilisés pour d'autres pratiques, comme la gestion de la destruction des engrais verts ou des résidus de cultures (meilleure destruction et incorporation de la matière organique sur les horizons superficiels du sol). Au-delà de cette réussite agronomique essentielle, c'est bien l'ensemble du système de culture qui a été recomposé. Car le travail en planche permanente fige les passages de roues du tracteur et donc les planches de cultures qui ne sont plus jamais roulées. On passe alors d'une gestion globale à la parcelle, à une gestion à la planche, qui chacune peut être travaillée indépendamment des autres. Ce qui facilite l'optimisation de l'élaboration des plans de culture et des

rotations, et des interventions culturales : gestion des engrais verts, préparation de sol, implantation, entretien et récolte.

François Jarrige : *Et la création de l'Atelier Paysan ?*

Fabrice Clerc : Avant toute chose, jamais nous n'avions imaginé que cette aventure prendrait une telle ampleur. Joseph et ses associés recevaient pas mal de visites, beaucoup de personnes passaient chez eux pour se former techniquement dans la perspective d'une installation. Mais ils étaient dans l'impossibilité de répondre aux demandes de reproduction de ces machines et des savoir-faire associés, qui n'existaient que sur cette ferme. La question de la diffusion de ces équipements et des méthodes de travail du sol, et plus largement de ce système cultural ne tarde donc pas à se poser. Colporter les savoirs et savoir-faire paysans, dans le cadre d'une action collective, voilà un des nombreux points communs qui nous réunissaient avec Joseph. La question qui se posait alors était de savoir comment rendre reproductibles et diffuser les compétences associées à ces machines ? L'enjeu d'emblée au centre de la réflexion était de libérer les savoirs pour éviter leur monopolisation par quelques gros fabricants comme cela se pratique dans le secteur industriel. L'enjeu était d'élaborer des plans de ces machines et de permettre leur partage et leur diffusion la plus large, au-delà des bricoleurs et de la récupération. Une simple chronique de ces machines constituées de matières récupérées ne suffisait pas, il fallait les reconcevoir en partie pour les rendre diffusables et reproductibles à la ferme par les moyens de l'autoconstruction, et donc appropriables par le plus grand nombre de paysans. On en a d'ailleurs profité pour intégrer les modifications qui avaient été pensées à la suite de la capitalisation de l'usage cumulé sur plusieurs années.

Dans ce contexte, à partir de 2009 nous avons mené un double projet ambitieux : recenser et diffuser des technologies paysannes pour le maraîchage biologique diversifié, dans le but de faire paraître un guide pratique, technique, et politique qui diffuserait des plans sous licence libre ; et travailler à l'émergence d'une formation aux techniques de l'autoconstruction paysanne, avec le défi suivant : une semaine de 5 jours en résidence intégrale, un collectif, de la théorie, beaucoup de pratique basée sur la pédagogie de chantier, la transmission de pair à pair, et au final des compétences et une machine par stagiaire. L'aventure collective

était lancée, la première formation se tient en février 2011, le guide de l'autoconstruction paraissant en janvier 2012.

Dans un premier temps, ces expériences émergent au sein de l'association paysanne ADABio. Mais à l'issue de la première formation de février 2011, les demandes se bousculent, et 6 autres formations sont programmées à l'hiver 2011-2012. En octobre 2011, nous créons avec la quasi-intégralité des participants de la première formation, l'association ADAbio Autoconstruction, préfiguration de la future coopérative d'intérêt collectif qu'allait devenir l'Atelier Paysan. Cette association éphémère gérait initialement l'approvisionnement en matériel et matériaux pour les formations d'auto-construction. Le Conseil d'administration de cette association a prolongé le projet, en initiant des dynamiques de chantiers participatif de conversion au triangle d'attelage sur les fermes, et en discutant de la portée politique de cette approche. En octobre 2012, l'association ADAbio Autoconstruction prend son envol et le relai définitif de l'ADABio, trois postes sont créés pour accompagner les perspectives d'activité.

Entre temps, j'étais devenu charpentier, Joseph s'orientait vers d'autres activités en itinérance, mais avec l'expansion de la demande et les sollicitations croissantes, l'accompagnement de l'équipe salariée, nos investissements d'administrateurs bénévoles sont devenus considérables. Le modèle associatif comportait ses limites, notamment dans sa capacité à constituer des fonds propres dont l'activité était très gourmande : le plateau technique indispensable à la conduite des activités nécessitait de lourds investissements. Nous avons donc rapidement engagé la transformation de l'association vers le modèle coopératif d'intérêt collectif (SCIC), forme encore méconnue mais qui permet les explorations d'intérêt général dans un cadre non-lucratif. C'est en mars 2014 qu'est donc créé l'Atelier Paysan. Joseph Templier et moi-même en sommes devenus les tous premiers gérants, à temps partiel, puis très rapidement à temps plein. Ce ne sont pas des fonctions salariées mais des mandats sociaux, les gérants sont élus par l'Assemblée générale pour des mandats renouvelables, et reçoivent des indemnités de mandat. Cette première année il existait vingt formations organisées partout en France, puis ça s'est accéléré, aujourd'hui une vingtaine de salariés et salariées permanentes, appuyées par autant de paysans formateurs occasionnels contribuent au quotidien à l'émergence de notre

projet politique. Nous conduisons environ soixante-quinze formations par an. Pour l'avenir nous travaillons à des formations longues (quelques semaines) ou diplômantes (1 an). Plus d'un millier de technologies paysannes (machines, bâtis) ont été recensées sur des fermes et sont diffusées sur notre forum, une centaine de tutoriels de machines et de bâtis sont désormais en ligne sur notre site internet. Les machines initialement diffusées dans le *Guide de l'autoconstruction* sont sacrément vivantes, certaines en sont à la version 6 ou 7 avec nombre de variantes et d'accessoires issus de la communauté de développement. Et nous travaillons à une cinquantaine de projets de recherche et développement, toutes filières de production confondues. Entre autres activités.

François Jarrige : *Avant de revenir sur le fonctionnement de l'Atelier Paysan et les outils que vous promouvez, pourriez-vous définir ce que sont pour vous les low-tech ?*

Fabrice Clerc : L'expression *low-tech* est régulièrement utilisée par la coopérative, et ce dans un contexte où sa visibilité s'est accrue ces dernières années. Elle participe d'un imaginaire commun qui fait sens dans le milieu des autoconstructeurs. Mais pour nous, « technologie paysanne » serait sans doute une expression plus pertinente et adaptée, quoique l'utilisation du terme technologie, par commodité de présentation de notre approche, n'est pas complètement satisfaisante, pour tout un tas de raisons. En parlant de technologies paysannes, nous nous inscrivons également de manière cousine en complément de l'approche des « semences paysannes » portée par le réseau éponyme…

Comme les semences, les technologies paysannes sont liées à des communautés, ce sont des machines vivantes qui sont co-construites à partir des retours du terrain. Le Cultibutte par exemple ne cesse d'évoluer, 7 ou 8 versions successives ont été élaborées au fur et à mesures des appropriations et retours d'expérience. Lorsque les paysans repartent de nos formations, ils n'ont souvent que des proto-machines qui nécessitent encore beaucoup d'adaptations et de réglages en fonction d'une part des conditions pédoclimatiques locales, mais d'autre part, et c'est l'essentiel, du projet cultural porté par le paysan ou le collectif de paysan qui est venu se former. De même que la semence paysanne

nécessite d'être renouvelée et échangée constamment, les technologies paysannes sont en constante évolution et discussion. Mais cela tombe bien : nos stagiaires ont su construire leur machine en formation, ils sauront la régler, la réparer, la modifier, échanger avec leurs pairs, et c'est bien l'objectif : la capacitation, la déprolétarisation, le tout dans une approche indispensablement collective.

Concernant les *low-tech*, ou quelle que soit l'expression retenue pour décrire notre approche en machinisme agricole, moins destructrice, incroyablement technique et efficace, on peut tenter d'élaborer une série de critères qui distinguent les « technologies paysannes » des autres systèmes techniques industrialisés.

Un premier critère serait l'investissement de l'usager-ou du groupe d'usagères dans l'élaboration, le maintien et l'amélioration constante de l'outil. L'objectif est de s'approprier un savoir-faire et une maîtrise technique contre les logiques de dépossession dominante. Les *low-tech* sont des outils qui permettent d'enrichir le travail paysan contre les logiques de prolétarisation et d'hyperspécialisation. Il s'agit de reprendre en main et de retrouver une maîtrise sur la complexité des interactions socio-écologiques en élaborant des outils qui s'inscrivent dans une alchimie complexe entre le sol, les végétaux, les animaux, et le travail des hommes. L'industrialisation de la production agricole, cause majeure de prolétarisation, c'est-à-dire de segmentation et in fine de perte de savoirs et savoir-faire, a été longtemps présentée comme la condition pour prévenir les pénuries en accroissant les rendements et les quantités produites. Mais l'Atelier Paysan considère que c'est l'inverse qui est vrai.

Prenons par exemple le cas du triangle d'attelage, l'une de nos réalisations les plus emblématiques. Très développé dans les pays germanophones et nordiques, plus qu'en France, le triangle d'attelage remplace avantageusement le système classique à trois points. L'agriculteur attelle son outil en quelques secondes, tout en restant sur son poste de conduite. C'est un gain de temps, de sécurité et d'ergonomie. Le triangle d'attelage est beaucoup plus rapide à installer, il permet d'intervenir au bon moment, d'être plus réactif aux conditions locales, on peut atteler la bineuse en dix secondes, alors qu'il faut parfois trente minutes pour atteler les trois points des attaches habituelles. Cette technique accentue la

polyvalence du travailleur. On peut aussi citer la barre porte-outil, une barre avec des trous pour fixer des accessoires agricoles et des outils, extrêmement simple et robuste mais très efficace.

Un second critère pourrait être la nécessité de partir des besoins réels des paysans. Il faut partir des besoins concrets qui s'expriment dans les champs au lieu d'adopter des conceptions d'ingénieurs extérieurs, descendantes, normatives, régulièrement hors-sol. C'est pourquoi les savoir-paysans doivent être au cœur du processus et de la démarche, le Low-Tech implique donc aussi la formation technique des paysans et la valorisation de leur savoir-faire. Comment construire une roue, fabriquer un rouleau grillagé à partir d'une plaque de métal ou de fer déployé, souder efficacement, autant de questions fondamentales… Les *low-tech* agricoles et la souveraineté ou l'autonomie technologique des paysans sont des trajectoires techniques avec une conception simple mais nécessitant des savoir-faire extrêmement fins pour pouvoir les utiliser efficacement et les adapter au mieux des besoins. Plus les écosystèmes cultivés sont simplifiés à outrance sur des surfaces de plus en plus gigantesques, et plus les technologies sont complexes et déshumanisées ; plus les systèmes cultivés sont diversifiés et complexes, plus les machines sont simples, mais font appel à un très haut niveau de savoir-faire, de sensibilité paysanne… des cerveaux plutôt que des serveurs ! Substituer la haute intensité en capital par une haute intensité en savoirs. Il s'agit donc de rompre avec la pensée techniciste trop simplificatrice pour réarmer l'autonomie paysanne fondée sur des savoirs complexes, vivants et collectifs. À l'inverse les outils agricoles *high-tech* ne rompent pas avec les logiques de standardisation du sensible, mais les intensifient, d'où la comparaison avec les semences qui ont fait l'objet d'une standardisation et d'un séquençage à outrance. Les filières de production dites intégrées en sont la quintessence, l'outil de travail agricole, concentrationnaire de capitaux, qu'une vie paysanne entière ne suffit plus à rembourser, étant devenu une simple plateforme de flux au service de l'industrie qui fournit et impose les intrants et récupère la matière première issue d'une approche extractiviste, en imposant ses conditions.

Un troisième critère est la reproductibilité et la polyvalence à la ferme, même si la reproductibilité n'est jamais totale et est variable selon les outils. L'exigence de reproductibilité implique des méthodes de constructions simplifiées, un poste à souder à l'arc,

une meuleuse pour la découpe, et une perceuse à colonne sont trois des outils fondamentaux de l'autonomie technologique à la ferme. La question de la polyvalence est également fondamentale pour des proto-machines qui doivent être adaptées aux conditions pédoclimatiques. Cette nécessaire polyvalence implique la souplesse et l'adaptation, elle réside dans les savoir-faire des paysans et leur capacité à affiner leur outil de travail en fonction de leurs observations fines de terrain. Il y a aussi une polyvalence indirecte du fait de la faiblesse des coûts de production, qui permet d'avoir les bons outils. Une planteuse à salade à 25 000 € impose la monoculture de salade sur plusieurs années, alors qu'avec le même montant on peut investir, s'investir dans plusieurs outils … ou dans l'humain. Il se donne la possibilité de changer son fusil d'épaule. L'hyper mécanisation spécialisée, partiellement ou grandement automatisée, impose la monoculture pour amortir l'investissement qui s'avère de plus en plus important, tout en réduisant l'intérêt du travail agricole, réduit à des gestes robotisés, déshumanisés. Les Low-Tech permettent donc de diminuer la surcapitalisation des fermes, l'endettement massif des paysans, tout en permettant d'avoir davantage d'outils à disposition, donc d'une capacité d'adaptation accrue et de jouir d'une biodiversité cultivée bien plus valorisante (et valorisable).

Un quatrième critère pourrait être celui de faire ensemble. Notre modèle de formation est de réunir plusieurs jours sur une ferme des paysannes et paysans qui ne se connaissent pas nécessairement, si possible en internat. Cela provoque un sacré pas de côté, venant rompre un isolement souvent prégnant, voire tragique. Chaque stagiaire travaillant sur les pièces de tout le monde, la pédagogie de chantier propose une approche par l'entraide et le respect des compétences de chacune. Les participants nous remontent souvent le plaisir pris de ces moments de vie, ces petites aventures humaines, à l'opposé des journées en solitaire sur son tracteur, devant son écran.

Un cinquième critère porte sur la question des communs : ces outils et leurs plans doivent être sous licence libre et d'accès gratuit pour pouvoir circuler et être partagés le plus largement. Une alimentation de qualité (nutritivement et sanitairement), accessible à tous, et non pas aux seules citoyennes qui en ont les moyens, relève nécessairement des communs, pas du marché. Les moyens pour y parvenir devraient donc nécessairement être communs

également. Les communs posent la question du travail paysan, de son statut et de son utilité sociale. La machine doit être remise à sa place, au service des paysans, et pas l'inverse. Dans le système actuel le travail paysan est une marchandise au service de l'agro-industrie, il sert de débouché aux constructeurs de machines en quête de marché, comme on l'observe aujourd'hui avec la promotion massive de l'e-agriculture pour créer un marché aux *start up* qui envahissent le secteur et sont encouragées par de béates politiques publiques parfaitement technicistes. L'investissement public en agriculture est ainsi conçu comme un accélérateur de croissance pour les industries de l'amont et de l'aval, pas pour le secteur agricole dont la capacité de produire de la valeur ajoutée a été anéantie, tandis que le travail agricole était inexorablement supprimé, ou dégradé et prolétarisé pour le peu qu'il reste aujourd'hui.

En définitive, l'objectif est de retrouver un certain sens des limites techniques, limites à collectivement et démocratiquement fixer. Ce qui vient heurter frontalement l'idéologie dominante, pour laquelle toute innovation technologique est un progrès social, donc sans limite. En ce sens, nous devrions démocratiquement pouvoir « arrêter des progrès » qui détruisent des communautés humaines.

La question immédiate est évidemment celle de la valeur ajoutée de ces équipements *low-tech* pour les fermes et ateliers de transformation. Que ce soit pour les paysan-boulangers ou les éleveurs par exemple, il faut des techniques à taille humaine tant l'hyper spécialisation actuelle fragilise énormément les producteurs, en première ligne par ailleurs d'un changement climatique qui n'est plus contestable et vient perturber les fragiles équilibres paysans. L'outillage doit aussi permettre de réinstaller la transformation « à la ferme », pour récupérer de la valeur ajoutée. Il s'agit donc de déconcentrer, revenir sur le grand vol de valeur opéré par l'agriculture industrielle et ses circuits de transformation et de commercialisation. La technologie industrielle est l'arme massive de ce vol, une véritable corde au cou.

François Jarrige : *Est-il possible de généraliser ce modèle aujourd'hui ? Comment aller à ce point à contre-sens du mouvement qui semble dominant ?*

Fabrice Clerc : L'Atelier Paysan ne peut se réduire à un Tweet et s'inscrit mal dans les enjeux de la communication de masse

immédiate. Pour envisager une expansion voire une généralisation de ces équipements *low-tech*, il faut sortir de l'individualisme dans lequel sont souvent enfermés les paysans aujourd'hui, traversés comme toute la société par quarante ans de discours libéraux, car il ne saurait s'agir de solutions individuelles. Il faut d'abord faire renaître des communautés paysannes et soutenir l'installation massive de jeunes, on a besoin de 4 à 5 fois plus de paysans en France. Aujourd'hui, il y a à peine plus de 400 000 agriculteurs, mais la baisse des actifs se poursuit à hauteur de 2% par an. La dynamique de retour à la terre existe belle et bien, mais elle est bien insuffisante au regard des évolutions démographiques globales, comme le prochain départ à la retraite de nombreux agriculteurs âgés.

La technique n'est pas première mais constitue un élément dans un projet social plus global. L'usage des outils *low-tech* implique de rompre avec l'entre-soi de la corporation paysanne pour la relier davantage à d'autres communautés de techniciens, d'artisans, de citoyens. Derrière les outils agricoles simplifiés il y a un modèle plus global de société à promouvoir, une société fondée sur des techniciens locaux, sur le petit artisanat et les petits ateliers de transformations qui ont été laminées au cours du siècle dernier. Les forgerons de village et les capacités de production locales devraient être soutenus et privilégiés plutôt que d'encourager toujours plus la recherche et développement centralisés par des groupes industriels de plus en plus gros, qui furent d'abord régionaux avant de devenir aujourd'hui globaux et mondialisés. La nouvelle phase de robotisation à laquelle on assiste aujourd'hui est la dernière étape de l'ethnocide de la civilisation paysanne sur l'autel de la profitabilité globalisée.

Le projet de l'Atelier Paysan ne se conçoit pas isolé, il appartient à une nébuleuse plus vaste. Il s'inscrit pleinement dans les riches mouvements de l'écologie politique et se nourrit de différentes traditions de pensée. Les lectures de jeunesse comme François Partant, Jacques Ellul (*Le système technicien*, 1977 ; *Le bluff technologique*, 1988 – entre autres) et Ivan Illich (en particulier, *La convivialité*, 1973 ; *Le genre vernaculaire*, 1983 – entre autres) sont des auteurs qui ont stimulé la réflexion et initié les envies d'interroger l'évolution du monde paysan sous l'angle des réflexions sur la technologie. L'Atelier Paysan s'inscrit dans cette tradition politique technocritique tout en développant

concrètement sur le terrain des technologies non pas révolutionnaires, mais évolutionnaires.

François Jarrige : *Pouvez-vous décrire brièvement le fonctionnement et les actions menées par la coopérative ?*

Fabrice Clerc : L'Atelier Paysan a adopté un fonctionnement démocratique dans la tradition du mouvement coopératif, ainsi les sociétaires sont répartis en quatre collèges : celui des salariés de la coopérative ; celui des partenaires qui apportent des fonds propres ; le collège des associations de soutien, regroupant des associations strictement paysannes ; et le collège des paysans et fondateurs. Nous avons engagé au printemps 2019 un élargissement de notre sociétariat et le passage d'un statut de SCIC Sarl à SCIC SA, ce qui va impliquer des changements significatifs dans nos manières de faire collectives.

Un atelier et deux permanents basés dans le Morbihan constituent l'antenne Grand ouest. La vingtaine d'autres sont regroupés au siège de Renage, en Isère. Un tiers des collègues sont des femmes, proportion en augmentation. Le gros des troupes constitue l'équipe technique (formateurs, ingénieurs, agronomes), les autres constituent l'équipe développement (animation nationale, mobilisation citoyenne, animation scientifique, diffusion, vulgarisation, administration). Pour la suite nous avons décidé de ne plus ouvrir d'antennes, mais d'accompagner un essaimage de structures sociétaires de l'Atelier Paysan mais autonomes. Actuellement deux associations existent et prolongent localement nos activités : Farming Soul en Occitanie et Etincelle paysanne dans les Hauts de France.

Les actions sont multiples et le travail de la coopérative s'oriente dans des directions variées. Nous menons ainsi des enquêtes de terrain pour valoriser et diffuser les innovations des paysans, nous développons des outils participatifs adaptés aux besoins locaux, en recourant à l'open source comme moyen de diffusion essentiel. Nous élaborons et diffusons aussi des brochures imprimées sur l'autoconstruction à la ferme, que nous avons appelées La Petite Bibliothèque Paysanne – Colporter nos communs qui ambitionne de diffuser les « technologies appropriées », aussi bien pour la construction de bâtiments agricoles, que pour les activités de transformation comme la boulangerie, la meunerie, les brasseries, les fromageries, etc.

Le cœur de notre activité demeure bien sûr la diffusion des savoir-faire lors de formations d'autoconstruction, mais aussi via l'animation d'un réseau national sur la question des agroéquipements. Les formations à l'autoconstruction de matériels et de bâtiments agricoles sont aujourd'hui notre activité principale avec plus de soixante-dix formations organisées chaque année dans toute la France. Ces formations sont généralement accueillies dans des ateliers loués à des établissements d'enseignement agricole, mais l'Atelier Paysan possède aussi sept « camions-ateliers » équipés pour ses formations au moyen desquels nous sillonnons la France. En une semaine de formation, un petit groupe de producteurs élabore des outils agricoles qui auront été le support de cette formation, et repartent avec lui sur leur exploitation. L'autoconstruction est un formidable outil de formation et d'éducation populaire. On sort des débats abstraits pour se confronter aux enjeux concrets et à la complexité des situations. Ces formations sont des lieux de débat et d'autoformation, mais aussi des moments d'échanges et d'apprentissage de la modestie, à mille lieux des promesses disruptives de la fuite en avant technologique actuelle. L'Atelier Paysan étant reconnu comme organisme de formation, le coût pédagogique est pris en charge par les fonds de formation des agriculteurs participants. Nous développons également une activité d'achat groupé de matériels et accessoires agricoles pour rendre l'autoconstruction accessible à tous, et notamment aux jeunes paysans qui s'installent.

L'Atelier Paysan s'efforce également de construire de nombreuses alliances avec d'autres acteurs œuvrant dans la même direction. Nous faisons ainsi partie du Pôle InPACT , Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territorialeregroupant des réseaux qui souhaitent promouvoir une agriculture plus durable et proposer des alternatives concrètes aux agriculteurs sur leur exploitation. Depuis 2019, l'Atelier Paysan est aussi commanditaire d'un programme de recherche POLMA , Politiques de la Machine Agricole de 1945 à nos jours, associant des universitaires, économistes, historiens et sociologues, afin d'explorer de manière critique l'évolution et la situation du machinisme agricole en France.

Enfin, depuis l'an passé, nous avons engagé des moyens pour muscler notre capacité de plaidoyer, pour dispenser des formations politiques auprès des paysans, pour interpeller les citoyens. L'enjeu

est double : d'une part susciter de l'organisation collective locale pour densifier l'entraide au sein de la communauté d'autoconstructeurs et rompre l'isolement, face à sa machine. D'autre part souligner qu'un changement d'échelle, une sortie de la marge, n'adviendra jamais par le simple élargissement de nos activités. Les plafonds de verre sont d'ordres structurels, sont dus à la structuration sociale du milieu, autant du côté de l'offre que de la demande. Le local est soumis aux contraintes globales. En aucun cas nous ne voulons laisser croire que la transformation sociale passera seulement par la capillarité de notre sympathique alternative. Nous demeurons parfaitement inoffensifs pour le capitalisme en agriculture, nous le savons et n'en sommes pas satisfaits. Les citoyens ne gagneront pas cette bataille par le seul pouvoir de leur caddie, ni les paysans par leur pertinence agronomique. Ensemble, nous ne pourrons pas nous exonérer de nous atteler « en même temps » au rapport de forces : tordre le bras aux prescripteurs et détenteurs de l'agroindustrie, en refusant fermement leurs projets déjà engagés de massification de la robotique, du numérique, de gigantisme machinique et de biotechnologies. Cet axe est de long terme, mais il nous faut commencer à en en prendre le chemin.

François Jarrige : *Peut-on évaluer l'ampleur du mouvement en faveur de la souveraineté technologique et des Low-Tech agricoles aujourd'hui ? Est-ce marginal ou observez-vous des signes encourageants ?*

Fabrice Clerc : L'autoconstruction est un moyen pour parvenir à des technologies paysannes, mais ça n'est pas possible d'imaginer la généralisation de la seule logique du faire soi-même. Notre objectif est bien la recapacitation des populations paysannes sur ces questions technologiques, pour cela il faut également reconstituer – comme je l'ai déjà dit – un tissu dense de forgerons et d'artisans locaux compétents. Il est difficile d'évaluer l'ampleur du mouvement Low-Tech agricole qui prend des formes très diverses, et parfois ambiguës. Mais oui, elles restent marginales.

Nous sentons une immense demande sociale, un grand désir aujourd'hui alors que beaucoup de jeunes ingénieurs agronomes s'interrogent sur l'avenir de l'agriculture conventionnelle. L'épisode de pandémie du Covid-19 nous conforte aussi dans notre action et notre projet de réarmer l'autonomie technologique paysanne, alors que le triomphe du marché mondialisé montre ses limites et ses

impasses. Mais pour cela, il nous faudra sortir de la marge parfaitement intégrée, des alternatives certes sympathiques mais pour le moment largement insuffisantes et dérisoires. Et retourner à la base : l'indispensable rapport de force. La prise de conscience de cette nécessité revient, elle avait tendance à s'éclipser… C'est encourageant.

François Jarrige : *Quels sont vos projets pour l'avenir, et comment voyez-vous l'évolution de la coopérative dans le futur ?*

Fabrice Clerc : Nos projets et envies sont nombreux. Nous avons d'abord l'ambition d'élargir nos actions tout en sédentarisant une partie de l'activité : pour l'instant les formations se font surtout de façon itinérante, l'objectif est de fixer les gens, de les faire venir pour les réunir et ainsi économiser et préserver les formateurs qui risquent de s'épuiser.

Un centre de formation et de R&D, la première Maison des technologies paysannes, est en projet en Bretagne. Les premières formations devaient démarrer dès le début 2020, et l'inauguration devait avoir lieu en juin 2020 dans une ferme : c'est inédit qu'un organisme de développement agricole s'installe sur une ferme, les centres de développement actuels sont dans des zones d'activités hors-sol et l'enjeu est de rapprocher des conditions réelles de production et d'expérimentation. Le projet consiste à installer dans un bâtiment de 600 m^2, presque entièrement autoconstruit, un lieu d'apprentissage où les stagiaires apprendraient à créer leurs propres outils tractés ou pour le tri des céréales et des semences. Cette Maison des technologies paysannes doit être installée sur une ferme très capitalisée, technologisée qui produisait auparavant du lait conventionnel, et qui a été reprise grâce à l'appui de la foncière Terre de Liens, par deux associés, actuellement en conversion bio pour faire du poly-élevage et de la polyculture en vente directe. Sans la participation de Terre de Liens, la reprise de cette ferme n'aurait été possible en conventionnel que par un nouveau regroupement. Ce projet représente un budget d'investissement apparent de 800 000 €, aujourd'hui financé essentiellement par emprunt bancaire, complété par l'appui de fondations partenaires et une petite campagne de financement participatif. Nous cherchons également le soutien de partenaires publics.

Malheureusement, en janvier dernier un terrible accident a provoqué l'incendie du bâtiment, c'est plus de cinq mois d'un

chantier participatif colossal qui est ainsi parti en fumée, et plus d'une année d'efforts acharnés pour préparer ce projet qui s'effondre. Le coup a été très rude pour la coopérative, mais nous ne baisserons pas les bras. Avec de nombreux soutiens locaux et plus lointains, grâce à la solidarité de nos réseaux nous espérons bien relancer et faire aboutir ce projet…

Au-delà de ce projet et de cette mésaventure, notre but est de créer à terme un diplôme de formateur et accompagnateur en technologies paysannes, afin d'encourager à l'installation locale d'un dense réseau de formateurs partageant l'intérêt autour des Low-Tech adaptées à une agroécologie paysanne. Mais notre coopérative est aussi à la croisée des chemins, elle a grossi et rencontre aujourd'hui une série de difficultés, comme la question de l'institutionnalisation de nos actions, au risque d'être absorbées par des logiques qui nous dépassent. Nous sommes méfiants et prudents face au risque de compromission. Pour l'instant la radicalité de la coopérative est forte et va croissante, face au constat du développement du gigantisme agricole. Il faut réinstaller des paysans massivement, et former quelques dizaines de personnes par an ne suffit pas, il faut des milliers de formateurs. La coopérative a suffisamment d'imagination et de force pour promouvoir son propre imaginaire et ne pas se faire récupérer… On sait que les politiques publiques sont modelées par un petit groupe dominant, une approche alternative des machines agricoles existe pourtant et peut devenir hégémonique. Dans une logique de transformation sociale il s'agit de transformer radicalement le modèle de production agricole, et non pas simplement une minorité paysanne confinée à des marchés de niche. Toucher 2% de la population agricole ne suffit pas. Par ailleurs, nos modèles de recherches et développement sont beaucoup plus efficaces pour les finances publiques. Si on raisonne en termes de soutien aux investissements individuels (aide de la PAC) et de choix d'aide, les politiques publiques favorisent le surinvestissement. Il faut donc aussi repenser les critères d'attribution des aides publics. Les sommes sont parfois si basses que ça passe en dessous du seuil de subvention. L'enjeu est de faire reconnaître le temps, la formation et les matériaux dans le coup des investissements.

En bref, nous souhaitons poursuivre nos actions en faveur de la promotion des *low-tech*, ou technologies appropriées, ou paysannes, au service d'une émancipation du monde paysan et de

l'émergence radicale d'un autre modèle agricole, un modèle connecté au vivant et à sa richesse, au sensible, à l'humanité.

Entretien réalisé par François Jarrige en janvier 2020.

Clerc Fabrice, "L'Atelier Paysan ou les *low-tech* au service de la souveraineté technologique des paysans", *La Pensée écologique* n°5, octobre 2020.
URL : https://www.cairn.info/revue-la-pensee-ecologique-2020-1-page-3.htm

https://www.latelierpaysan.org/ACTUS-de-la-cooperative-RECHERCHE-L-Atelier-Paysan-ou-les-Low-tech-au-service

L'Atelier paysan redonne la clé des champs aux agriculteurs

Le Monde, 1 avril 2021

Partage de savoirs verts, fabrication et réparation d'outillages maison… Avec ses aggrozouk, cultibutte et autre rouleau fakir, dans l'Isère, cette coopérative est devenue l'indispensable boîte à idées de ceux qui veulent échapper au modèle industriel.

Dans un film policier, c'est là que le corps serait dissimulé. Avec ses bâtiments de pierre noircie, sa haute cheminée de brique dont s'échappent des branchages, l'usine papetière désaffectée de Renage, au nord de Grenoble, s'offre en décor post-apocalyptique. La vie, les couleurs, le bruit, y sont confinés à l'intérieur d'une vaste halle où L'Atelier paysan a pris ses quartiers.

Au pied de rayonnages ployant sous le matériel, cernés d'établis en acier et de bras d'aspiration jaune pétant, des stagiaires sous masques de soudure prêtent l'oreille à leur formateur qui, de son fer, fait des étincelles. Loin du calme de leurs champs, ces paysans bio sont venus apprendre à concevoir, fabriquer et réparer leurs

propres outils. En 2020, ils ont été près de 600 à fréquenter la *« coopérative d'autoconstruction »* L'Atelier paysan.

Bricolages astucieux et glorieuses bidouilles

Sans trop le savoir, ils le doivent à Joseph Templier, un maraîcher isérois qui, faute de trouver les outils adaptés à ses cultures sur planches permanentes (une technique allemande, sur buttes), s'est ingénié à les façonner, déclenchant un défilé de curieux, puis la création, en 2014, d'une société coopérative d'intérêt collectif. Elle est aujourd'hui forte de trente salariés, de 126 sociétaires, et d'un grand prix décennal de la finance solidaire (*Le Monde*-Finansol, en 2019).

La quête de L'Atelier paysan se révèle on ne peut plus fructueuse. Tout commence, en effet, par une *« tournée de recensement des innovations paysannes ».* Les camions de L'Atelier sillonnent la France des fermes à l'affût de bricolages astucieux, de glorieuses bidouilles capables d'améliorer les conditions de travail, des agricultrices notamment. Comme le chariot de transport de ruches. Ou la balance électronique pour le suivi à distance des mêmes ruches.

Ce système de pesée est l'œuvre de Jean-Philippe Valla, ex-ingénieur électronicien devenu éleveur-maraîcher dans le Trièves, au sud de l'Isère. Régulièrement, les expérimentations menées dans sa *« ferme Tournesol »* autonome en énergie (unité de méthanisation à prix modique, épurateur à biogaz pour rouler en voiture avec son propre gaz…) sont versées au pot commun de L'Atelier paysan. Qui entreprend ensuite un travail de rétro-ingénierie, disséquant, mettant en plans les innovations repérées, les aggrozouk, cultibutte, rouleau fakir, vibroplanche, étoiles de boudibinage, grelinette et autres néo-outils aux noms étranges des exploitations bio.

La pêche aux idées se complète d'une recherche et développement participative. Sous la houlette de L'Atelier, des paysans cogitent en grappe. *« En ce moment, un travail est mené avec les viticulteurs du Pays basque sur les outils d'entretien des terrasses viticoles escarpées »,* précise Marie Mardon, cogérante de la coopérative. Recueils thématiques (« Du champ à la chope », « L'ergonomie à la ferme »…), fiches techniques par outils,

catalogues d'équipements par filière : afin d'éviter que chacun réinvente dans son coin le décortiqueur d'épeautre ou la balayette à doryphores, les trouvailles sont mutualisées sur le site Internet de L'Atelier, visité 247 000 fois l'an passé.

Et la formation bat son plein, lors d'ateliers éphémères (que déploient sept camionnettes circulant partout en France) ou sous la halle de Renage. On y retrouve, couverte d'un anorak turquoise noirci par le bricolage, Laurence Bonnel qui fut fonctionnaire au ministère de l'agriculture avant de se réinventer en paysanne-boulangère savoyarde. Douze hectares de blé et de seigle, un moulin, un cheval de trait… Le stage d'autoconstruction à L'Atelier paysan s'imposait.

Kits « prêts à souder »

La quadragénaire en profite pour « parler avec des gens qui utilisent les mêmes outils artisanaux. » Trop rares ou trop chers dans le commerce. « Quand on les crée soi-même, on sait comment ils marchent, donc on peut ouvrir la boîte, réparer, modifier, appuie-t-elle, concentrée. Je n'étais pas plus bricoleuse que ça. Maintenant, j'aime souder. On peut fabriquer ce qu'on a imaginé. » En l'occurrence un traîneau métallique dont le formateur l'aide à définir les contours. Elle repartira avec. « Je revisite un outil ancestral. Si cela peut servir à d'autres, tant mieux ! »

Apprendre, en quelques jours, à démystifier le rapport à l'outil coûte environ 1 200 euros, pour l'essentiel couverts par les organismes de formation professionnelle. L'Atelier vit de subventions ministérielles, régionales, départementales, européennes, de financements privés (fondations, clubs Cigale…) mais aussi, pour une grosse moitié, des ressources générées par sa plate-forme d'approvisionnement : les agriculteurs lui passent commande de matières premières, de pièces détachées, d'outils en kit prêts à souder.

Un filon qui a permis de lancer la nouvelle formation « Installation et technologies ». Neuf semaines pour rendre moins anxiogènes les choix coûteux d'outils et de bâtis, effectués au démarrage. « Ceux qui s'installent voient les pièges tendus par le modèle de surendettement », observe Marie Mardon. Le ton est déterminé, le propos précis chez la cogérante (avec Fabrice Clerc)

de L'Atelier paysan. Lâcher les mots « fab lab d'agriculteurs » ou « low tech » vous expédie d'emblée pour un séjour prolongé derrière le rideau rouge d'un poste à souder. Le projet est bien plus global que cela, vous dit-on. Il est politique !

> « Nous remettons en cause le système agro-industriel délétère pour les sols, les paysans et la population. Il faut reprendre la terre aux machines, toujours plus démesurées, puissantes, complexes, difficiles à réparer soi-même. Pour être rentables, elles nécessitent des surfaces de plus en plus grandes. D'où l'engrenage de l'endettement. La dépendance des paysans. Nous voulons leur redonner une souveraineté technologique. Soutenir l'agroécologie paysanne, une agriculture à taille humaine. »

Le plan de bataille pour la « *conception ascendante et subversive des machines et bâtiments* » passe un peu au-dessus des têtes coiffées de bonnets d'Isabelle Hibon et Alain Prost-Tournier, en pleine récolte de choux-fleurs, par vent frisquet, dans leur ferme maraîchère bio de Saint-Cassien (Isère). Mais l'attente du réparateur à mallette électronique, des jours durant, voilà exactement ce dont veulent désormais se passer l'ancien pâtissier et l'ex-experte en microélectronique, reconvertis il y a cinq ans.

Dépasser la peur de la casse

A l'abri d'une de leurs serres géantes, de drôles d'engins sont alignés, assemblages biscornus de métal couleur rouille. Buteuse, bineuse à allée, enrouleur de bâche manuel… Les deux associés séjournent à tour de rôle à L'Atelier. *« C'est basique, carré, sans fioriture, sans hydraulique, mieux adapté, cela respecte les sols »,* décrypte le maraîcher qui assure avoir ainsi dépassé sa peur de la casse et des coûts afférents. *« On connaît son outil, on déboulonne, on fait une soudure. On ne se met plus sens dessus dessous. »*

Pour l'enrouleur de bâche, il a suivi scrupuleusement les plans inspirés par un confrère normand. Avec d'autres habitués de L'Atelier paysan, il est allé souder un triangle d'attelage chez une voisine moins aguerrie. Entre maraîchers bio, c'est bien simple, songe-t-il : cette entraide autour des outils, « *ça nous soude* ».

Pascale Krémer

https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2021/04/01/l-atelier-paysan-redonne-la-cle-des-champs-aux-agriculteurs_6075271_4497916.html

Regards croisés sur l'Atelier Paysan

[INTERVIEW CROISEE]

Qui sont ces personnes qui font l'Atelier Paysan ? Chaque mois, ils et elles se présentent ! Série d'interviews croisées.

La miellerie et les abeilles

21 octobre 2020

Ellyn Cassou (en Service Civique à Limaille 38) et Arthur Dietrich (Formateur et référent bâti agricole) prennent la parole pour nous parler de ce qui se passe autour du bâti et de l'apiculture à l'Atelier Paysan.

Quel est ton parcours avant l'Atelier Paysan ?

Arthur : Je suis architecte de formation, de l'école de la ville et des territoires à Paris Est. Au milieu de mes études je suis parti dans la Creuse passer un CAP de charpente bois en candidat libre. Puis j'ai travaillé dans un cabinet d'architecture avant d'être menuisier indépendant. C'est comme ouvrier fustier en Ardèche que j'ai entendu parler de l'Atelier Paysan.

Ellyn : Moi, je suis jeune diplômée de l'ISTOM (école d'agro-développement international). J'ai eu une formation théorique axée autour de la gestion de projets de développement agricole. Pendant mes études, j'ai fait beaucoup de stages en Amérique Latine. Là-bas, j'ai travaillé avec des groupements de producteurs agricoles en les accompagnant dans la conception et la mise en place de leurs projets collectifs (projet de certification bio du groupement, projet de construction d'un séchoir solaire, …). Puis, pour mon mémoire de fin d'étude, j'ai eu la chance de connaître l'apiculture au Mexique. C'était un travail de recherche sur les interactions entre

l'agriculture et l'apiculture. Ensuite, je voulais m'intéresser à la construction mais aussi continuer dans l'apiculture et voilà que je tombe sur l'offre de Service Civique de Limaille 38 sur un projet en partenariat avec l'Atelier Paysan !

Quelle est ta fonction à l'Atelier Paysan ?

Ellyn : Je viens d'arriver et je vais faire des TRIPS ! Bon, à l'Atelier Paysan, les TRIPS ce n'est pas un délire bizarre ou un voyage à vélo mais bien une Tournée de Recensement des Innovations Paysannes. En fait, à l'Atelier Paysan on va d'abord à la rencontre des agriculteurs et agricultrices qui construisent leurs matériels agricole ou apicole puis on prototype le matériel ou les bâtiments qui paraissent les plus susceptibles de susciter de l'intérêt. Enfin, on organise des formations pour construire les outils. Moi, je vais principalement m'intéresser aux innovations en apiculture avec deux objectifs en tête : recenser des plans de mielleries rudimentaires et économiques et plus généralement récolter de l'innovation chez les paysans et paysannes (pas forcement limitée à l'apiculture).

Arthur : Au sein de l'Atelier Paysan, je suis le formateur en autoconstruction de bâtiments. J'anime les formations « charpente en bois », je fais également de la R&D (plans de prototypes de bâtiments) et de la Conception Assistée par Ordinateur (CAO) sur les bâtiments déplaçables ou mobiles. Je suis également sociétaire salarié de l'Atelier Paysan, ça veut dire que j'ai un pouvoir de décision aux assemblées de la coopérative. Dernièrement, j'ai pas mal participé au réaménagement de notre plateau logistique.

En quoi nos travaux sont-ils en liens ? Et pourquoi on a voulu travailler sur l'apiculture ?

Arthur : Avec l'arrivée d'Ellyn, nous sommes les deux seuls à nous occuper du Bâti ! Notre objectif commun est d'aboutir à une formation concernant la miellerie. C'est principalement sur la conception du plan du prototype de miellerie que l'on bossera ensemble. On avait envie de travailler sur l'apiculture car on a prototypé très peu d'outils autoconstruits pour cette pratique (voir l'happy colette). C'est donc un champ à explorer !

Ellyn : Il y a aussi des sollicitations d'apiculteurs qui souhaitent optimiser la manutention des ruches. En effet, l'apiculture (principalement le travail du miel) est contraignante

physiquement. Il me semble donc qu'en proposant des outils et des bâtiments adaptés on répondra à un besoin d'améliorer l'ergonomie de la pratique.

https://www.latelierpaysan.org/INTERVIEW-CROISEE-La-miellerie-et-les-abeilles

Activités et évolution de l'Atelier Paysan

28 septembre 2020

Grégoire Wattinne (Ingénieur formateur) et Thomas Borrell (Chargé de mission scientifique) nous proposent leurs regards croisés sur l'Atelier Paysan, ses activités et son évolution.

Grégoire Wattine, ingénieur formateur métal, est arrivé à l'Atelier Paysan il y a 7 années, d'abord en Service civique puis comme salarié. **Thomas Borrell**, chargé de mission scientifique, a rejoint l'équipe fin novembre 2019, pour renforcer le travail de la coopérative sur les politiques publiques en matière de machinisme agricole.

Thomas : Moi qui fais partie des dernier·e·s arrivé.e.s dans l'équipe salariée, j'ai cru au début que l'Atelier Paysan avait "toujours" fonctionné selon ce qui m'a semblé être un bel équilibre : d'un côté une démarche très concrète d'accompagnement des paysan·ne·s vers plus d'autonomie collective, par les formations à l'autoconstruction de matériels et de petits bâtiments ; et d'un autre côté un travail plus "en surplomb" - que certain·e·s pourraient un peu trop rapidement considérer comme "plus politique"- pour mener cette bataille pour plus d'autonomie et d'agroécologie aussi sur le front des institutions et du débat public. C'est après coup que j'ai réalisé que ce second volet était surtout développé depuis que la coopérative avait mené un travail prospectif, "L'Atelier Paysan demain". En 2018, en dépit du succès croissant de ses formations, la nécessité de davantage résister au rouleau-compresseur de l'agro-industrie avait incité à créer des

postes comme le mien, ou comme celui de notre collègue "formateur politique" Hugo.

Mais pour des "anciens" comme toi, j'imagine tout de même que la dimension très politique de la démarche de l'Atelier Paysan a toujours été présente, même si au début seul le premier volet était développé ? Si ce n'est pas le cas, je me dis que ce pour quoi j'ai été recruté, et ce que je fais au quotidien, ne doit pas être très clair pour les collègues formateurs techniques comme toi.

Grégoire : C'est clair que l'aspect politique et de transformation sociale a toujours été présent dans nos têtes à l'Atelier Paysan, qu'importe le poste. Mais le portage clair de ce volet, ainsi que l'envie de le développer et le faire valoir, sont assez récents. Là où ce portage était dilué sur les postes, plus ou moins approprié par les personnes en fonction des sensibilités de chacun·e, il est maintenant incarné par des postes, comme le tien ou celui d'Hugo. Les quelques séminaires sur le projet POLMA , auxquels les salarié·e·s sont toujours cordialement invité·e·s, ont permis de mieux comprendre l'essence de ton poste, et l'intérêt que nous avons à mener ces enquêtes : pourquoi et comment l'industrie des agroéquipements en est arrivée là ? Il est nécessaire de bien comprendre ce contre quoi nous luttons pour lutter efficacement. Et il est d'autant plus important de diffuser ces connaissances et d'aider à l'éveil politique sur ces questions. J'ai d'abord été frileux sur ces explorations, préférant voir arriver des collègues en renfort dans la technique que sur ce volet politique, mais j'ai compris et accepté que nous préparons ainsi la piste pour notre avenir, pour permettre le rapport de force et éviter de se faire écrabouiller dès qu'on sera un peu trop menaçant.

De mon point de vue, l'agrandissement progressif de l'équipe nous amène maintenant à un bel équilibre entre technique/ fonctionnement/ politique. Une des frustrations qu'amène cet agrandissement est qu'il est devenu difficile de suivre tout ce qu'il se fait au sein de l'Atelier Paysan, même pour moi qui, en réalisant le codage de notre outil informatique de gestion internet et d'une partie du site web, suis pourtant obligé d'avoir une vision d'ensemble.

Thomas : C'est aussi difficile de suivre tout ce qui se fait au niveau technique ! Quand on découvre l'Atelier Paysan, comme ça a été mon cas il y a un an, on comprend vite qu'il y a des formations

au travail du métal, mais il faut du temps pour saisir toute la diversité d'outils autoconstruits qui sont proposés au cours des formations, et toutes les filières de production qui peuvent être intéressées - je pense qu'on pâtit même encore d'une image limitée au maraîchage, bien que ça n'ait plus aucune réalité. Et quand on ajoute le volet "bâtiment", avec désormais aussi des formations longues, tout le travail de recherche & développement pour accompagner la conception de nouveaux outils, puis la fourniture de "kits" pour autoconstruire ses outils sans l'appui d'un formateur, il y a de quoi s'y perdre. Moi, en tout cas, je m'y perds toujours. Et je pense que de l'extérieur, le paradoxe c'est que les gens perçoivent bien l'aspect technique de notre "coopérative d'autoconstruction", mais sans vraiment savoir de quoi il retourne.

Grégoire : Ce qui fait une des forces de la structure c'est sa capacité à se transformer, s'adapter, évoluer. Depuis que je suis arrivé en juillet 2013, au stade où la structure était associative et s'appelait "ADABio Autoconstruction", nous sommes passés de 5 dans l'équipe permanente (que des temps partiels !) à bientôt 28 personnes (salarié·e·s et stagiaires compris·es), principalement à temps plein. Le nombre de formations n'a eu de cesse d'augmenter, le nombre d'outils développés et en développement également, et tout ceci s'est fait grâce à une remise en question continue de nos moyens logistiques, humains, informatiques... Nous avons beaucoup progressé dans notre capacité à vulgariser correctement les technologies développées, à approvisionner les autoconstructeurs·trices, à accompagner des groupes de R&D, mais aussi à assurer une communication en interne claire et pas trop chronophage. Je me confronte cependant au fait de ne plus arriver à tout suivre comme ça pouvait être le cas il y a 4-5 ans, il y a un côté frustrant, mais aussi un côté agréable, de constater de temps à autres les avancées que les collègues ont fait sur tel ou tel sujet, jusqu'alors inconnu ou perdu de vue.

https://www.latelierpaysan.org/INTERVIEW-CROISEE-Regards-croises-sur-l-Atelier-Paysan

Découvrez les coulisses de l'Atelier Paysan !

25 août 2020

Laurence Duculty (Chargée de gestion administrative et financière) et Thomas Tran-Le (apprenti ingénieur R&D) prennent la parole pour nous parler de ce qui se passe en coulisses des formations et événements, dans les bureaux de l'Atelier Paysan.

Quel est ton parcours avant l'Atelier Paysan ?

Laurence : J'étais responsable marketing et communication de 1994 à 2014, année de mon arrivée à L'Atelier Paysan. Je m'occupais du développement produit, de l'image de la marque, de la manière d'améliorer le référencement et la rotation des produits en rayon, etc. J'ai eu une longue expérience dans une grande boulangerie Bio. Je me suis occupée de la contractualisation des achats de matières 1eres agricoles avec des paysans en local, en particulier de la relance de certaines productions manquantes face à la demande grandissante comme le lin ou le petit épeautre. Connaissant le monde agricole via un grand-père paysan, ces missions m'ont rapproché de ce milieu et m'ont apporté une prise de conscience des problématiques qui les touchent ainsi que de leurs conditions de travail et de vie. Tout cela, ajouté à d'autres réflexions personnelles, m'a motivée dans mon envie de changer, de donner plus de sens à mon travail, à faire plus que remplir les poches d'actionnaires, tout en restant dans le monde agricole. J'ai donc passé un entretien à l'Atelier Paysan pour un poste de chargée de gestion administrative, ce qui n'était pas du tout mes compétences initiales. L'entretien comme mon arrivée dans la structure se sont donc faits sur le côté humain, sur l'envie et l'adhésion au projet plutôt que sur le CV, ce qui m'a confortée dans mon choix de structure et ma motivation à participer à son développement.

Thomas : Après le bac j'ai fait deux années de prépa puis une première année à l'École Centrale de Nantes d'où je suis parti car je

ne trouvais pas mon compte. Je pensais y trouver des connaissances techniques avancées mais c'était finalement très généraliste et donc axé mathématique et management. J'avais besoin de découvrir d'autres domaines et activités, j'ai fait un service civique dans une association qui propose des ateliers partagés et un FabLab, c'est d'ailleurs comme cela que j'ai découvert l'Atelier Paysan à travers le milieu des licences libres. J'ai ensuite été livreur pour un sous-traitant de Colisposte puis j'ai voulu reprendre mes études. J'ai choisi l'apprentissage car il me semblait impossible de reprendre à 100 % des études. L'Atelier Paysan était pour moi la seule structure militante tout en étant technique et compatible avec une école d'ingénieur. La procédure était inhabituelle pour l'Atelier Paysan car la structure n'avait jamais accueilli d'apprenti·e et c'est donc une belle opportunité pour moi.

Ton poste à l'Atelier Paysan : que se passe-t-il dans les bureaux ?

Laurence : J'ai commencé avec un poste à 70 % de gestion administrative, gestion des formations, devis, factures, encaissements, comptabilité, assurances, suivi RH, ce qui représente maintenant 4 postes à part entière à l'Atelier Paysan. Je me suis petit à petit spécialisée dans la partie administration. Notre structure étant particulière, son administration aussi : je m'occupe de l'édition de certains devis en amont des formations pour du matériel, des devis de demandes de subventions mais aussi de la facturation des machines en formation ou en kit via notre outil interne, *la bête*. Je suis dorénavant accompagnée sur la partie comptabilité qui comprend la saisie des comptes, suivi de la banque et des encaissements ainsi qu'une partie plus délicate de recherche de solutions quand on a à faire des relances pour des défauts de paiement. Je m'occupe également de la gestion de l'Assemblée Générale pour assurer son bon déroulement, mais aussi des justificatifs de dépenses pour les subventions.

Un rôle plus caché et diffus est celui de la gestion des appels entrants, et donc de savoir orienter vers le ou la bon·ne interlocuteur·ice. Mon ancienneté et ma place privilégiée au centre des bureaux me permettent d'être facilement à jour sur les informations de la structure, et de savoir qui est la personne concernée par telle demande. Cela m'a enfin permis d'apprendre à parler avec des techniciens.

Une part de mes missions consiste aussi à donner des informations sur l'état de la trésorerie à la gérance et donc de la situation financière de l'Atelier Paysan par rapport au budget prévisionnel.

Enfin, j'accorde de l'importance à organiser des moments conviviaux avec les membres de l'équipe malgré le fait que ce soit de plus en plus difficile avec la croissance de celle-ci. J'essaie également de d'assurer un suivi interne du moral général ou individuel, une sorte de rôle auto-octroyé de bienveillance au sein de nos bureaux.

Thomas : Je suis en soutien sur la Recherche et Développement, donc je travaille principalement à faire des plans d'outils afin de les publier sur le site et de pouvoir les proposer en formation. Cela peut prendre diverses formes, en ce moment je travaille par exemple à la mise en plan d'un prototype construit par Joseph. Je pars de photos avec dimensions de la machine pour comprendre l'outil et le dessiner en 3D. Mon autre projet en cours est de finaliser la mise en plan du décortiqueur. Le prototype est encore en développement et un dessin 3D existait déjà, mon rôle est donc de le « ranger » en s'assurant par exemple de nommer correctement toutes les pièces, ajouter la visserie, ajuster les dimensions et pièces selon les dernières modifications, créer les fichiers pour les pièces commandées en laser. Il reste ensuite à faire les plans 2D (ce qui demande pas mal de réflexions sur la manière de faire comprendre le montage d'un outil complexe) et à éditer la nomenclature (liste détaillée des pièces), indispensable pour pouvoir commander l'outil en kit ou en formation. Cette partie est méconnue et pourtant souvent bien plus longue que le dessin 3D en lui-même, et surtout indispensable pour pouvoir proposer cet outil.

En tant qu'apprenti j'ai aussi à réaliser différents rapports sur mes travaux à l'Atelier Paysan, pour justifier mon rôle d'ingénieur et donc mon diplôme. Tâche pas toujours aisée du fait de l'originalité de nos missions qui s'éloignent souvent de celles des ingénieur·es typiques.

Enfin, étant familier avec certaines parts de l'informatique, je me suis retrouvé à gérer des tâches laissées en suspens comme la mise à jour du serveur du site, une remise à neuf du forum et les installations des ordinateurs pour les nouveaux et nouvelles, proposant bien sûr Linux à chaque fois que j'en avais l'occasion.

Un mot sur la reprise post-confinement ?

Laurence : la reprise a été très progressive avec d'abord des journées avec les bureaux vides ce qui n'a pas résolu le manque de relations humaines. Elle a cependant été facilitée par le fait de ne pas revenir au moment d'une grosse période de travail, la saison de formation étant passée. Malheureusement, l'éloignement n'a pas aidé à la gestion et/ou résolution des problématiques internes, et j'espère que les prochains mois ne nous replongeront pas dans cette situation.

La nouvelle positive a été l'obtention du financement pour la formation mi-longue de la part de la région Bretagne. De même, l'Assemblée Générale et le séminaire POLMA ont été des moments chouettes et rafraîchissants, preuves importantes du soutien et de la présence des sociétaires et usager·es malgré une période difficile.

Thomas : comme j'habite à Nantes habituellement j'y suis retourné au moment du confinement, et alternance et congés ne m'ont pas permis d'avoir une période assez longue pour revenir jusqu'à présent. Je suis donc impatient de revenir ces mois d'août et septembre pour revoir l'équipe et retrouver les interactions humaines indispensables au bon fonctionnement de notre coopérative.

https://www.latelierpaysan.org/INTERVIEW-CROISEE-Decouvrez-les-coulisses-de-l-Atelier-Paysan

Eté chargé et double casquette

1er juillet 2020

Morgane Laurent (animatrice nationale) et Ilan Crequer (ingénieur R&D) prennent la parole pour nous parler de leur double casquette salarié-e-s sociétaires et de l'été qui vient. Une période pas si creuse en fait !

Que fais- tu à l'Atelier Paysan, quelles y sont tes missions ?

Ilan : Je suis sur un poste technique en création depuis moins d'un an, qui accompagne certaines évolutions dans notre manière d'aborder la R&D. Jusqu'à présent, les techniciens de l'Atelier Paysan étaient sur des dizaines de tâches en parallèle, du dessin technique, de l'accompagnement de groupes, de la traque d'innovation paysanne en passant par la gestion de l'achat/revente ou bien évidemment l'activité de formation. Mon poste est en fait le pendant en « négatif », si on peut dire, de celui de Morgan (voir “Retours sur leur première saison de formation”, 27 mai 2021), car je m'occupe plus spécifiquement de la CAO (Conception Assistée par Ordinateur), et d'une partie de prototypage. Évidemment, il y a des porosités entre tous ces champs de travail, et c'est bien ce qui est intéressant !

J'apprends énormément de choses, les temps en atelier sont pour moi précieux et indispensables pour appréhender les choix techniques auxquels je peux être confronté, éviter le hors sol de bureau d'études dans laquelle on a tendance à aller en tant qu'ingénieur.

Morgane : J'occupe le poste d'animatrice nationale. Nationale pour rappeler l'échelle à laquelle nous travaillons qui est bien la France entière (métropolitaine et Outremers) et animatrice pour les liens étroits que j'entretiens avec les personnes et organisations qui gravitent autour de l'Atelier Paysan et/ou qui en font partie : les collègues salarié·e·s, les sociétaires, les essaims, les partenaires… A ce titre, je suis souvent la personne qui répond aux mails de prises

de contacts et aux demandes d'interventions de l'Atelier Paysan dans des salons et des évènements. Je suis aussi pas mal impliquée sur l'activité formation, notamment en cette période de construction du calendrier de la saison prochaine car de nombreuses formations sont organisées avec des partenaires comme des ADEARs, des CIVAMs, des GABs, etc. Et puis dire enfin que j'anime et coordonne, en lien avec Marie une des co-gérantes de l'Atelier Paysan, la MCDR UsageR-E-s. C'est un programme multi partenarial sur l'innovation par les usagers et usagères avec tout plein de questions intéressantes dedans comme le rapport des paysannes à la technique et aux machines agricoles, l'autoconstruction pour des paysan·ne·s en difficultés et les reprises de fermes sous forme de restructuration.

Vous êtes tout·e·s deux salarié·e·s sociétaires, pourquoi cet engagement ?

Ilan : Pour moi c'est une conception du travail et de structuration de la production. Quand on sort d'école d'ingénieur comme moi, on a très bien intériorisé le rôle que l'on a, qu'on peut résumer par celui de « petit·e soldat·e de l'industrie ». Le but de notre corps de métier est avant tout d'apporter des solutions techniques aux exigences du marché ou de l'actionnariat, et c'est d'ailleurs formulé ainsi durant notre formation. Les questions de ce que nous fabriquons, comment nous produisons et pourquoi nous le faisons ne sont pas envisageables, totalement hors du radar. A mon sens c'est l'une des origines de la « perte de sens » qui assez uniformément ressentie par les étudiant·e·s et jeunes diplômé·e·s, que je qualifie plutôt d'aliénation, au sens d'une dépossession du produit de son travail.

Par la coopérative, on sort en grande partie de ces problèmes en replaçant ces questions politiques au centre de notre production, et on le fait en particulier grâce au sociétariat. La double-casquette nous donne une parole politique au sein de la structure à l'occasion des Assemblées Générales, parole qui se sépare de notre qualité de salarié, et je pense que c'est une manière d'envisager la production d'une manière plus démocratique, par exemple pour pouvoir réellement répondre aux enjeux écologiques. Ce qui, en plus de ça, rend le sociétariat intéressant à l'AP, c'est la constitution en collèges et la capacité qu'ont les usager·e·s paysan·ne·s à décider de

la direction de la coopérative, avec un intérêt collectif qui s'y matérialise très concrètement.

Morgane : Je viens plutôt du milieu associatif et la culture coopérative m'était globalement assez inconnue avant d'arriver à l'Atelier Paysan l'année dernière. Mais cela m'intéressait beaucoup et quitte à travailler dans une coopérative, je me suis dit que c'était l'occasion d'y aller carrément. Après 6 premiers mois de réflexion et d'atterrissage dans la structure, j'ai décidé de devenir sociétaire à l'assemblée générale de décembre 2019. Je partage ce que dit Ilan sur le fait d'avoir plus voix au chapitre au sein de la structure, pour les décisions importantes prises en Assemblée Générale. En rendez-vous avec des partenaires également, je vais me sentir d'autant plus légitime à aller sur des terrains politiques que je suis sociétaire. Donc voilà, je suis très heureuse d'expérimenter ce que peut être une coopérative via cette casquette de salariée sociétaire. Et la première journée de formation sur l'histoire et les perspectives de l'Atelier Paysan (et plus généralement du mouvement coopératif) organisée en mars dernier a été super intéressante et riche. Je recommande !

L'été, période creuse pour l'AP et pour vous ?

Ilan : Pas tant ! Ce ne sont juste plus exactement les mêmes logiques à l'œuvre, mais il y a du travail. Je dirais, du peu de recul que j'ai au sein de la structure, que l'hiver permet des contacts plus étroits avec les paysans et donc de l'avancée sur les retours de terrain, tandis que l'été est un temps où l'on peut développer ce qui a été collecté pendant la saison hivernale. Notre plateforme logistique reste également ouverte, puisqu'on estime qu'il faut pouvoir soutenir l'activité chargée des paysan·nes durant cette période estivale. C'est une saison où l'on doit pouvoir fournir notre soutien technique ou logistique, et on s'y prépare ! Ça sera notamment pour moi l'occasion d'être plus au contact des demandes quotidiennes venant des usager·e·s de notre structure, notamment par la montée des demandes de kits d'outils.

Morgane : Et bien pas tant non plus, voire pas du tout en fait ! Je vais être encore bien prise dans les semaines à venir sur les formations et notamment le lancement en septembre en Bretagne de la première formation de plusieurs semaines destinée aux porteurs et porteuses de projet agricoles.

Et puis traditionnellement, la fin d'été et l'automne sont des périodes de fêtes paysannes et évènements sur lesquels sont souvent invité·e·s des sociétaires de l'Atelier Paysan. Il y a un boulot de préparation et de réponses aux propositions, même si cela risque d'être plus calme cette année avec le COVID. Et puis enfin des échéances qui se rapprochent pour la dernière année du projet Usager-e-s. Le travail ne manquera pas donc pas et la pause bretonne pour faire le stock d'air marin fera du bien !

https://www.latelierpaysan.org/INTERVIEW-CROISEE-Ete-charge-et-double-casquette

Retours sur leur première saison de formations

27 mai 2020

Audrey Sombardier (chargée de gestion des formation) et Morgan Letellier (animateur-formateur) arrivés en octobre 2019, font ensemble le bilan de leur première saison de formations à l'Atelier Paysan.

Qu'as-tu fait depuis ton arrivée ?

Morgan : Pour ma part, je me suis formé, beaucoup formé. C'est une partie importante sur un poste de formateur à l'Atelier Paysan. C'est unique, il n'y a pas d'autre structure qui fait ça. Ça va de « comment préparer une formation matériellement, tout l'approvisionnement et l'organisation en général » à connaître les outils développés par l'Atelier Paysan et leurs fonctions. Même si j'en avais déjà fait quelques-uns dans des fermes, il y a eu à se former sur le génie mécanique version paysanne, et une gamme très large d'outils … En tout j'ai suivi 4 formations avec un formateur différent à chaque fois et animé 2… et bientôt plus !

Audrey : Depuis mon arrivée en octobre 2019, j'ai pris la gestion d'environ 80 formations programmées pour la saison 2019/2020, en lien avec l'équipe, les formateurs, les paysan·ne·s, les fonds de formation.

J'ai aussi assisté à une formation au travail du métal en tant que stagiaire, ce qui m'a permis de me mettre dans la peau des stagiaires, de comprendre leurs besoins, et d'être mieux en mesure de les renseigner et les orienter lors de leurs demandes avant inscription.

Aussi j'ai assisté à des journées de rencontre des structures du Pôle InPACT sur la question de la formation, cela m'a aidé à mieux comprendre tout cet environnement de l'agriculture alternative et d'avancer collectivement sur ces questions, notamment dans le contexte de la réforme de la formation professionnelle.

Qu'as-tu appris ? Quelles sont tes impressions ?

Morgan : A part tout le côté technique, le but c'est d'arriver à appréhender la complexité d'animer une formation : arriver à gérer le groupe tout en accompagnant chaque stagiaire de façon personnalisée pour démystifier le travail du métal… que tout le monde peut faire. En tout cas, c'est agréable en fin de formation quand les stagiaires repartent en confiance, avec ou sans outils.

Je retiens aussi l'importance des retours techniques des paysan·ne·s. Chaque outil proposé en formation est vraiment le résultat des cogitations des paysan·ne·s et de leurs essais aux champs. Il faut des années pour qu'un outil arrive à maturité.

Audrey : J'ai découvert avec plaisir que tout le monde est très investi et engagé pour faire avancer le projet de la coopérative. Les formateurs donnent beaucoup d'énergie pour animer des formations denses et fatigantes. Ça bouillonne de gens passionnés et passionnants. De plus, étant une coopérative de portée nationale nous ne sommes pas structurés pour être présents localement et partout. Et c'est donc en travaillant en partenariat avec nos contacts ancrés sur les territoires, structures de développement agricole, collectifs de paysan·ne·s, que nous pouvons déployer correctement notre offre de formation et répondre aux sollicitations, qui sont très nombreuses ! Et ça c'est hyper enrichissant.

Et maintenant, hors saison de formation, que fais-tu ?

Morgan : Hormis quelques formations en été, une partie de ce temps est consacré à recenser de nouveaux outils fait par des paysan·ne·s bricoleurs et bricoleuses qui sont prêt·e·s à partager. Du coup il s'agit de prendre les plans, les modifier en prenant en compte les améliorations proposées par l'auto constructeur·rice, par exemple un destructeur de faux-semis fait par un paysan picard. Je travaille également sur un nouveau prototype – la récolteuse à doryphores – et à améliorer et simplifier des prototypes, comme le Strip Till. Il sera présenté dans un des catalogues outils qui seront en ligne en début été et qui résumeront par filière les outils qui pourront être réalisés en formation ou en kit (pour ceux qui sont déjà à l'aise avec le travail du métal). Et puis je passe aussi pas mal de temps à préparer la prochaine saison de formation sur laquelle tu travailles…

Audrey : Je prépare la saison automne-hiver 2020/2021 avec l'équipe, les formateurs, les partenaires : concrétiser les projets en cours, recenser les besoins sur les territoires, faire connaitre notre gamme de formation. Le catalogue avec le calendrier de formation est à paraitre début d'été. Inscrivez-vous à notre newsletter pour la recevoir dès sa sortie !

On profite aussi de ces mois moins denses en termes d'activité de formation, pour construire des formations diversifiées :

— en termes de financement pour les rendre accessibles aux porteurs de projets qui n'ont plus droit aux fonds de financement Vivea : avec notamment 2 formations de 7 semaines qui démarrent à la rentrée de septembre en Bretagne !

— en termes de public avec une formation longue destinée à des futurs accompagnants en technologie paysanne avec un objectif de démarrage en 2021

https://www.latelierpaysan.org/Audrey-et-Morgan-retours-sur-leur-premiere-saison-de-formations

En Isère, place aux agriculteurs-bricoleurs

Le Monde, 8 novembre 2016

L'Atelier paysan permet aux agriculteurs de fabriquer eux-mêmes leur matériel agricole, grâce à des plans et des tutoriels sur internet. Le prix « Innovation sociétale » lui a été décerné.

Savez-vous ce qu'est un vibroplanche ou un cultibutte ? Si vous séchez, c'est normal : ces outils destinés à l'agriculture sont introuvables dans le commerce. Ils ont été conçus par un collectif de paysans réunis au sein d'une coopérative, L'Atelier paysan, installée à Renage, un village de l'Isère situé à 30 kilomètres environ de Grenoble. Leur particularité ? Ils sont libres de droit : n'importe quel agriculteur peut aller sur le site <www.latelierpaysan.org>, télécharger les plans, visionner les tutoriels et se lancer dans leur fabrication. Depuis le lancement de l'activité, en 2009, trente outils ont été créés.

La structure dispense aussi des formations payantes pour s'initier à la conception de matériel :

> « Pour environ 2 000 euros, un agriculteur apprend à fabriquer un outil d'une valeur de 8 000 euros qu'il pourra adapter et utiliser à sa guise »,

Explique Julien Reynier, 28 ans, chargé de développement à L'Atelier paysan. Six cents agriculteurs ont ainsi été formés aux techniques d'auto-construction.

La coopérative s'adresse en priorité à des jeunes qui ne sont pas issus du monde agricole et qui veulent, majoritairement, se lancer dans le maraîchage bio. Elle leur permet de s'équiper à moindre coût. Julien Reynier précise :

> « Les crises récurrentes des filières porcines et laitières et les difficultés actuelles des céréaliers montrent que le modèle productiviste est à bout de souffle. Les petits éleveurs croulent sous

les dettes, la course à la technologie fait gonfler l'endettement. Nous militons pour une autre agriculture, plus écologique, avec des outils low-tech, peu coûteux. »

L'Atelier paysan emploie neuf personnes. La coopérative possède une antenne dans le Finistère et en développe une deuxième dans le Nord-Est. Elle intervient partout en France.

Jérôme Porier

https://www.lemonde.fr/argent/article/2016/11/08/en-isere-place-aux-agriculteurs-bricoleurs_5027082_1657007.html



https://www.latelierpaysan.org/

Texte disponible sur le blog :

Et vous n’avez encore rien vu…

Critique de la science et du scientisme ordinaire

<http://sniadecki.wordpress.com/>